

Cahier spécial

page 1	Problématique: Gaza et les territoires occupés: Comment y réhabiliter la santé mentale?
pages 2-3	Projet: «Tu dois comprendre ce qu'occupation signifie» Une loi qui valide l'apartheid - Lutter pour sa terre Lettre ouverte... pour dire leur inquiétude
page 4	Brèves: ¡ Ay Nicaragua ! - L'aide au développement selon I. Cassis Festival FILMAR: Prix du Jury des Jeunes - Appel de <i>Public Eye</i> pour des médicaments à prix abordables

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Problématique

Gaza et les territoires occupés: comment y réhabiliter la santé mentale ?

La CSSR est engagée en Palestine depuis 1987, soit plus de 30 ans. Elle y a soutenu des projets de formation, de prévention et de sensibilisation en santé. A partir de 2011, elle a cofinancé une unité de production vidéo réalisant des spots de prévention diffusés sur les chaînes de télévision locales. Depuis 2015, la CSSR développe un partenariat avec *Yes Theatre*⁽¹⁾, une ONG palestinienne basée à Hebron qui utilise l'art dramatique pour restaurer l'auto-estime des ex-détenu-e-s et de leurs familles et sensibiliser la communauté locale aux impacts de la détention sur les enfants et adolescent-e-s.

La situation économique, sociale et politique à Gaza et dans les territoires occupés a connu une détérioration qui n'est pas sans influencer l'état de santé de la population. La construction du mur de séparation, le morcellement croissant du territoire ainsi que la multiplication des check points sur les divers axes routiers handicapent le libre accès aux infrastructures de santé.

Depuis le 30 mars, des dizaines de milliers de Palestiniens participent à la «Grande marche du retour» le long de la barrière de séparation entre la bande de Gaza et Israël, réclamant leur droit au retour sur la terre dont ils-elles ont été expulsés il y a parfois plus de 50 ans, le droit à une vie digne et libre. L'armée israélienne répond à ce mouvement avec une violence de plus en plus meurtrière: plus d'une centaine de personnes ont été tuées et des dizaines de milliers d'autres sont blessées.

Ce durcissement de l'attitude des autorités israéliennes et de l'armée d'occupation aboutit aussi à de nombreuses incarcérations. Ainsi, 800'000 Palestiniens, parmi lesquels 15'000 femmes et plusieurs dizaines de milliers de mineurs, sont passés par les prisons israéliennes depuis 2007 (40% de la population masculine de Cisjordanie et de Gaza). Des études ont mis en évidence les effets de l'occupation sur la santé mentale en Palestine. Son impact social négatif, la pauvreté, le chômage, les entraves à la liberté de mouvement, l'usage fréquent de mauvais traitements ou de torture envers les détenus ont des conséquences à long terme sur le psychisme de la population.

Fin 2017, plus de 6100 Palestiniens étaient incarcérés dans les prisons israéliennes. Parmi eux, 441 étaient en détention administrative (emprisonnés sans procès, pour une durée de six mois reconductibles) dont 250 enfants et adolescents⁽³⁾. Leur âge moyen est de 15 ans et la durée moyenne de l'emprisonnement de 150 jours, la plupart sont battus et souffrent de troubles psychiques consécutifs à leur expérience carcérale. Nombre de recherches ont montré comment la détention retarde le développement mental des enfants et entrave leur réintégration familiale et scolaire ultérieure⁽⁴⁾.

Dans ces circonstances, l'appui de notre Centrale à un projet réparateur qui touche près de 600 enfants, dont 360 ex-détenu-e-s, prend tout son sens et mérite pleinement le soutien de nos membres!

Claude Desimoni
Aude Martenot

1) <http://yestheatre.org/eng/index.php>

2) <https://www.amnesty.org/fr>

3) Rapport soumis à la 69e assemblée mondiale de l'OMS par le ministre palestinien de la santé (Genève, mai 2016)

«Tu dois comprendre ce qu'occupation signifie»

Même sans ignorer ce qui se passe politiquement en Palestine, le découvrir avec ses propres yeux est loin d'être anodin, prévisible ou simple. Du 4 au 14 juin, Aude Martenot, secrétaire générale de la CSSR, s'est rendue à Hébron, pour y rencontrer l'équipe de Yes Theatre (YT).

Dès la première matinée, j'ai participé à une séance de formation à l'expression théâtrale avec une actrice professionnelle et une vingtaine de participant-e-s, puis rencontré trois des quatre fondateurs de l'association YT. Très vite, la discussion s'est orientée vers la situation politique en Palestine, résumée par le directeur artistique, qui finit par avoir cette remarque: «You have to understand what occupation means».

connaître une présence de colonies israéliennes directement dans son enceinte. Pire, ces colonies se diffusent de manière rampante et les espaces palestiniens se voient petit à petit rongés. Pour la population palestinienne, cela a des conséquences considérables. Dans leur propre ville, il leur est impossible de savoir quel trajet emprunter avec certitude: régulièrement, des rues sont bouclées et interdites aux Palestinien-ne-s, qui doivent alors

faire un détour pour se rendre à leur destination.

L'objectif de cette invasion est évident. Il s'agit d'accroître la zone occupée, de marquer son territoire et surtout de ne pas laisser s'installer dans les esprits des assiégé-e-s l'espoir d'une situation stable. Signaler la défaite, le recul, l'éphémère.

Casser l'esprit de la révolte

Seule troupe de théâtre présente au sud de la Cisjordanie, YT est largement reconnue par les autres associations présentes sur le terrain. Pour résister à l'ambiance d'apartheid et aux violences commises contre la population palestinienne, YT propose des activités de théâtre, dédiées entre autres aux enfants ex-détenu-e-s. Sortant de prison, ces jeunes apprennent à se réinsérer et à retrouver un équilibre de vie en s'exprimant sur scène. YT utilise aussi cette méthode pour discuter de questions sociales d'actualité, de genre notamment.

J'ai eu l'occasion de me rendre dans un camp de réfugié-e-s pour y rencontrer quelques jeunes ex-détenus ayant suivi les activités de YT. Dans le camp, les



Représentation de YT questionnant les rapports de genre (7 juin 2018) - Photo AM

Bien sûr, puisque le travail de YT, outre son apport culturel, est finalement devenu celui de la réhabilitation, de la reconstruction en douceur de générations de Palestinien-ne-s brisé-e-s par l'occupation coloniale de l'Etat d'Israël. Il s'agit donc, pour comprendre les activités et les objectifs de YT, de saisir ce que signifie concrètement voir son pays occupé et colonisé. Comme pour ce directeur qui a lui-même vécu, enfant, l'enlèvement de son père, un soir, par des soldats, puis sa détention et qui, près de quarante ans plus tard, l'exprime avec une clarté et une douleur encore palpable.

Hébron, une ville rongée par les colonies israéliennes

L'existence de YT à Hébron n'est pas anodine. Cette ville est la seule à

Une loi qui valide l'apartheid

En juillet les législateurs·trices israélien·ne-s ont approuvé le projet de loi «Loi fondamentale: Israël comme Etat-nation du peuple juif» qui définit sans ambiguïté Israël comme un État appartenant exclusivement au *peuple juif*. Cette loi infirme toute idée de démocratie dans un pays où un-e citoyen-ne d'Israël sur cinq est un-e Palestinien-ne autochtone, non juif·ve. Les membres palestinien-ne-s du parlement israélien ont condamné la loi, qui a valeur constitutionnelle et qui valide un régime d'apartheid. Maintenant, c'est à nous, membres de la société civile, d'exprimer notre opposition à toute coopération avec cet État qui viole les lois internationales et les droits humains.

Vous pouvez consulter le site **bds-info.ch** pour avoir plus d'informations sur les campagnes en cours et les moyens de vous impliquer.

Boycott - Désinvestissement - Sanctions, section suisse



Dramathérapeutes de YT avec d'anciens détenus dans un camp près d'Hébron (9 juin 2018) Photo AM

jeunes n'ont pas d'espace de jeu, pas de verdure, pas d'avenir. On est en zone C⁽⁵⁾, sous contrôle israélien et, bien sûr, ces jeunes sont une source de révolte. L'armée israélienne l'a compris et utilise des outils pour casser la rébellion et instiller la peur : les rafles de jeunes et la prison pour des durées variables.

Résister, par tous les moyens
Pour sa part, YT mène une lutte de résistance de longue haleine. Notre projet n'étant pas près de s'achever, nous avons discuté de suites possibles en partenariat avec la CSSR et plusieurs pistes ont été évoquées.

Notamment celles d'inclure davantage de jeunes filles ex-détenues dans un programme pour l'instant surtout suivi par des garçons.

⁵⁾ Près de 20% de la Cisjordanie (et 55% de la population) se trouvent en zone A, qui comprend quelques villes dont la souveraineté incombe aux seules autorités palestiniennes (Hébron, Bethléem, etc.) bien que l'armée israélienne puisse intervenir quand bon lui semble. La zone B (28% du territoire, 41% de la population) est sous autorité israélienne et (théoriquement) sous la responsabilité civile palestinienne. La zone C (62% des terres) est sous contrôle israélien total et enclave les zones A et B.

Lutter pour sa terre

Depuis plus de 50 ans, la population palestinienne lutte contre la colonisation, contre l'occupation militaire et contre les expulsions. Les entraves à la circulation des biens et des personnes imposées par l'armée israélienne ruinent son économie. La région d'Hébron est particulièrement touchée. Terre viticole, traditionnellement tournée vers l'exportation, la fermeture des frontières lui a porté un coup fatal.

En réaction, quelques viticulteurs-trices d'Haloul, proche d'Hébron, se sont organisés en coopérative, Al Sanabel, qui compte aujourd'hui 320 adhérent·e·s et produit 10 000 bouteilles de jus de raisin pasteurisé et de Debs (jus concentré). En 2008, lors d'une Mission civile du Collectif Urgence Palestine (CUP), les responsables avaient exposé leur projet qui repose sur un constat très simple: *«Ils veulent nos terres, nous les défendons en les cultivant»*.

Françoise Fort, membre du
Collectif Urgence Palestine
www.urgencepalestine.ch

Lettre ouverte pour dire leur inquiétude

Jochi Weil, ancien secrétaire de la Centrale Sanitaire Suisse CSS Zurich, membre de medico international schweiz, présente la démarche d'un groupe de juifs et juives dont il fait partie.

Un groupe de 15 juifs et juives résidant à Genève a élaboré une lettre ouverte intitulée: «Il y a 70 ans naissait l'État d'Israël». Cet Appel, publié dans le quotidien *Le Temps* du 14 mai 2018, demande aux autorités israéliennes d'entreprendre des négociations pour une paix juste et durable. Le groupe a ensuite cherché d'autres signataires en Suisse romande et distribué la lettre en Suisse alémanique pour gagner davantage de juifs et de juives à leur cause. A l'heure actuelle, nous sommes environ 255 femmes et hommes portant ces revendications.

Début juin, il m'a été communiqué que la lettre serait portée à l'Ambassade d'Israël à Berne. Le 11 juin, trois collègues de Genève et moi-même étions accueillis par l'Ambassadeur Jacov Keidar et son adjoint Michal Hershkovitz. L'entretien s'est déroulé dans une atmosphère sereine et a duré près d'une heure et demie. Sur le principe, l'Ambassadeur respecte la lettre ouverte et nos intentions pour une paix durable.

Toutefois, nous avons posé quelques questions critiques, par exemple

portant sur le blocage de la région de Gaza. Sa réponse: «Si le Hamas arrête définitivement ses attaques terroristes, Israël peut cesser le blocage». Il est clair que l'Ambassadeur de l'Etat d'Israël doit suivre son Gouvernement; de mon côté, malheureusement, je ne vois guère quelle marge de manœuvre cela offre.

Notre espoir est de gagner plus en plus de juifs et juives libéraux·ales qui soutiennent les visées de cette lettre afin de trouver des compromis vivables entre les populations d'Israël et de Palestine.

¡ Ay Nicaragua !

Donc il y a plus de 200 morts, des deux côtés: étudiant·e-s, habitant·e-s des quartiers, militant·e-s sandinistes, policiers, enfants, bébés. Pas seulement des morts parmi les opposant·e-s et manifestant·e-s, mais aussi du côté des militant·e-s ou sympathisant·e-s sandinistes agressé·e-s ou tué·e-s par les groupes d'opposant·e-s armé·e-s. Tout cela dans une immense confusion, où la droite, les «sandinistes de cœur», les «daniélistes» (partisans de Daniel Ortega, le président), les «pandillas» (les bandes), les étudiant·e-s «de gauche» et «de droite» s'énervent, s'insultent, s'attaquent, même au sein d'une même famille.

Ce qui a été identifié comme le point de départ de cette grande révolte populaire, c'est la question des retraites. Mais ça aurait pu être autre chose: il y a plusieurs années que le peuple sandiniste ne marche plus de gaieté de cœur avec son gouvernement, avec son ancien leader tellement magnifique dans les années 80 et tellement éteint à côté de son épouse autoritaire et illuminée. Il suffisait d'une goutte d'eau pour faire déborder la coupe et cette goutte a été la question des retraites. Pourtant, la surprise et même la stupéfaction face à tant de violence sont grandes dans les rangs de la solidarité historique avec le Nicaragua.

Aujourd'hui, la droite est là, essayant de pousser dehors Daniel Ortega pour mettre à sa place un improbable vendu aux Etats-Unis et au capital. Mais le pays fonctionne à nouveau, au ralenti. Il n'y a plus de barricades depuis le 19 juillet, date anniversaire du triomphe de la

Révolution populaire sandiniste en 1979. Daniel Ortega ne se représentera pas aux prochaines élections, mais il ne va pas non plus partir immédiatement. Pour le peuple nicaraguayen, surtout pour les plus démunis, il reste un de ceux qui ont mené la lutte contre le dictateur Somoza et qui ont été en première ligne pour réaliser les changements sociaux et les défendre dans les années 80. Il ne partira pas parce qu'il est chassé, mais parce qu'il y a de nouvelles élections, dans les temps, avec des candidat·e-s capables de le remplacer.

Nos deux projets au Nicaragua ont été mis en attente entre avril et fin août: celui qui consiste à soutenir les infirmières du département de Matagalpa (projet déjà accepté par la FGC) et celui qui consiste à créer une coopérative infirmière autogérée, en gestation. Mais l'université a rouvert ses portes et les démarches sont à nouveau en route pour réaliser nos projets.

Viviane Luisier

Aide au développement: ni un outil contre la migration ni une source de profit

Le nouveau chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Ignazio Cassis dévoile

son vrai visage: la politique étrangère suisse vire de plus en plus à droite. Concernant l'aide au développement, il annonce vouloir se désengager du soutien fourni aux pays d'Amérique latine, au profit de pays en lien avec la question migratoire ou proposant des perspectives économiques à la Suisse. Tout cela, sans nier la possibilité de coupes dans les budgets de l'aide au développement... Un avenir qui fait froid dans le dos, annonçant une lutte nécessaire de toutes et tous en Suisse pour défendre une aide au développement qui ne soit ni soumise au profit des patrons suisses, ni un outil de dissuasion contre la migration !

Le festival FILMAR en America Latina

se déroulera à Genève du 16 novembre au 2 décembre et fêtera cette année ses 20 ans. La CSSR encourage vivement toutes les personnes amatrices de cinéma à profiter de l'excellent aperçu des projections latino-américaines qui y est proposé depuis deux décennies. En partenariat avec l'association Eirene Suisse et Terre des Hommes Suisse, la CSSR soutient le festival en finançant le «Prix du Jury des Jeunes».

Les prix exorbitants menacent la santé publique

«Les prix de certains anticancéreux ont atteint des sommets. A tel point que même dans des pays riches comme la Suisse, le système de santé arrive à ses limites. Si rien n'est fait, seules les personnes qui ont les moyens de payer auront accès au traitement le mieux adapté.»

(Public Eye, n° 12, juin 2018)

Public Eye lance un appel collectif pour exiger des médicaments à des prix abordables : www.medocsabordables.ch

A SIGNER ET TRANSMETTRE LARGEMENT!

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél : +41 22 329 59 37 – info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary. Luisa Sanchez Gonzalez **Tirage:** 1700 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an.